



AVANT-PROPOS : LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES DÉPARTEMENTS ET COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER

Sur l'année 2008, les effets de la crise financière survenue aux États-Unis à l'été 2007 se sont propagés progressivement à l'ensemble des régions du monde. L'incidence négative du choc de confiance observé dans la sphère financière a touché l'ensemble des agents économiques (ménages, entreprises, banques, collectivités et États), affectant ainsi toutes les composantes de la demande (consommation, investissement des entreprises, investissement logement). La dégradation de la conjoncture s'est accélérée au troisième trimestre et a conduit à une nette contraction de la production, générant des suppressions importantes d'emplois en fin d'année. La distribution de crédits a ralenti, sans qu'il soit possible de distinguer l'effet de l'offre de celui de la contraction de la demande. En outre, le repli sensible du commerce international observé en fin d'année aura été un des canaux d'accélération et de diffusion de la crise notamment dans les économies émergentes.

Dans ce contexte, des moyens très importants ont été mis en œuvre rapidement par les banques centrales et les États pour stabiliser le système financier et stimuler la demande. L'ensemble des banques centrales ont notamment procédé à des baisses successives de leurs taux directeurs, princi-

palement au cours de la seconde partie de l'année – caractérisée par une baisse particulièrement rapide de l'inflation¹ – afin de soutenir l'activité économique.

Les États-Unis, qui avaient affiché une certaine résistance en début d'année, ont enregistré un repli significatif de leur activité au cours du second semestre. Sur l'année 2008, la croissance a été ramenée à 1,1 %, après 2 % en 2007. Le marché du travail a été particulièrement impacté avec un accroissement significatif du taux de chômage qui passe de 4,9 % en début d'année à 7,2 % en décembre. L'inflation annuelle a été de 3,3 % en moyenne sur l'année, après 2,6 % en 2007.

Le Japon, dont l'économie est fortement dépendante de ses exportations, a été particulièrement affecté par la contraction de la demande extérieure. Sur l'ensemble de l'année 2008, le PIB s'est replié de 0,7 %, son premier recul depuis 1998, succédant à une croissance de 2,1 % en 2007.

La zone euro, malgré un repli historique de son PIB au cours du quatrième trimestre, a enregistré une croissance annuelle positive (à 0,7 % en 2008 contre 2,7 % en 2007). Le taux de chômage s'est légèrement dégradé (8 % en décembre, contre 7,2 % un an auparavant). En moyenne sur l'année, l'inflation annuelle a été de 3,3 %, après 2,1 % en 2007.

En France, le décrochage de l'activité en fin d'année aura limité la croissance annuelle en 2008 à 0,7 %, en net ralentissement après +2,1 % en 2007. En moyenne sur l'année 2008, l'inflation s'est nettement accentuée (2,8 %, après 1,5 % en 2007) en raison de la flambée des prix du pétrole et des matières premières alimentaires au premier semestre. L'emploi s'est retourné à la baisse au printemps 2008, avec le recul de l'activité. Cependant, malgré une forte dégradation du marché du travail au dernier trimestre, le taux de chômage moyen est resté inférieur à celui de 2007, à 7,8 % de la population active². Le déficit commercial s'est amplifié et atteint -55,7 milliards d'euros sur l'année.

Dans les départements et collectivités d'outre-mer (DCOM), la conjoncture économique a été favorable au début de l'année 2008, mais s'est nettement dégradée au cours du second semestre. Aux Antilles, la dégradation de la conjoncture de la fin de l'année provient d'un tassement de la demande intérieure, tant des entreprises que des ménages. À La Réunion, dont la croissance est soutenue depuis plusieurs années par les grands travaux d'aménagement, les anticipations de repli significatif de la commande publique en 2009 ont engendré un comportement attentiste de la part des entreprises qui ont limité leurs investissements en fin d'année. À Mayotte, malgré une conjoncture soutenue durant les neuf premiers mois de l'année sous l'effet de la politique de rattrapage économique menée dans la collectivité, la demande intérieure s'est essoufflée au quatrième trimestre.

¹ Après un premier semestre caractérisé par des tensions inflationnistes liées au renchérissement des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, la seconde partie de l'année a enregistré une baisse rapide de l'inflation. Deux facteurs contribuent à cette évolution : (i) d'une part, la baisse des prix du pétrole et des matières premières ; (ii) d'autre part, la dégradation de l'activité économique et ses effets en matière de contraction de la demande.

² Il était de 8,3 % en moyenne de la population active en 2007.



© ESA, CNES, Arianespace - Activité optique vidéo du CSG

Guyane, hissage du cargo ATV « Jules Verne »

S'agissant de la Guyane, les secteurs porteurs (BTP et spatial) se sont montrés dynamiques durant l'année mais la situation des filières traditionnelles est restée mitigée ; le raffermisssement des prix a pesé sur la consommation des ménages. Dans le sillage de 2007, l'activité à Saint-Pierre-et-Miquelon est restée soutenue par la consommation et l'investissement.

Enfin, les collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, créées en 2007¹, ont subi le ralentissement de l'économie américaine. En effet, Saint-Martin et Saint-Barthélemy sont fortement tournées vers le tourisme haut de gamme (hôtels de

luxé et commerces hors taxe) pour une clientèle majoritairement nord-américaine. L'année 2008 est marquée par le ralentissement de l'activité touristique, particulièrement à Saint-Barthélemy.

¹ La loi organique du 21 février 2007 a prévu le cadre institutionnel de ces deux nouvelles collectivités régies par l'article 74 de la Constitution qui se substituent, sur leur territoire respectif, aux communes de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, au département et à la région Guadeloupe.

Activité et population

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Mayotte	Saint-Pierre-et-Miquelon	Saint-Martin	Saint-Barthélemy	Métropole
Population (en milliers) Source : INSEE estimations 1 ^{er} janvier 2007	405,5	221,5	402	802	186 (1)	6,1 (2)	35,7 (2)	8,4 (2)	62 106
Taux de chômage Source : INSEE enquête emploi 2008	22 % (p)	20,6 % (3)	22,4 % (p)	24,5 %	25,6 % (4)	10 % (5)	26,5 % (6)	3,2 % (2)	7,3 %
Superficie (en km ²) Source : INSEE	1 702	84 000	1 100	2 520	374	242	90	21	544 000
PIB régional par habitant (en euros, à prix courants) Source : INSEE et CEROM 2007	17 400	14 100	19 107	17 146	3 960 (7)	26 073 (8)	14 500 (9)	26 000 (9)	29 765 (10)

(p) : Provisoire.

(1) Source : INSEE Recensement 2007.

(2) Source : INSEE Recensement 2006.

(3) Dernière donnée disponible : 2007.

(4) Source : Direction du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DTEFP) de Mayotte, estimation au 31 décembre 2006.

(5) Source : INSEE Recensement 2006 : part des chômeurs déclarés dans la population active.

(6) Source : INSEE Recensement 1999.

(7) Source : CEROM, estimation pour l'année 2001.

(8) Source : CEROM, estimation pour l'année 2004.

(9) Source : CEROM, estimation pour l'année 1999.

(10) Source : INSEE, estimation 2007 pour la France entière.

L'EMPLOI

Selon l'enquête emploi INSEE, portant sur la situation de l'emploi au mois de juin 2008, le taux de chômage est resté stable à La Réunion (24,5 %). Les chiffres relatifs aux Antilles montrent une évolution favorable à la Guadeloupe (22 % après 22,7 % en 2007) et défavorable à la Martinique (22,4 %, soit une hausse d'1 point) et en Guyane (21,8 % après 20,7 %). Le chômage dans les DCOM reste très important en comparaison de la métropole, où le taux de chômage s'élevait à 7,3 % à fin juin 2008.

Cependant, ces chiffres reflètent l'évolution du marché du travail de juin à juin et ne prennent donc pas en compte la dégradation de la conjoncture survenue au second semestre de 2008. Sur l'ensemble de l'année, le nombre de demandeurs d'emploi a en effet fortement augmenté dans l'ensemble des géographies. À La Réunion, cette hausse s'établit à 16,8 %. Le nombre moyen de foyers allocataires du RMI diminue en revanche dans tous les départements.

Évolution annuelle du taux de chômage (taux au 30 juin)



Guadeloupe Guyane Martinique Réunion

Source : Enquêtes Emploi INSEE

Demandeurs d'emploi en fin de mois

	2004	2005	2006	2007	2008	Variations 2008/2007
Guadeloupe	44 275	44 537	43 608	40 707	42 337	+4 %
Guyane	12 618	12 610	11 438	10 806	11 810	+9,3 %
Martinique	38 020	37 054	35 010	32 467	34 554	+6,4 %
Mayotte (1)	13 097	12 920	11 397	13 946	5 505	-
Réunion	66 310	62 821	56 702	52 602	61 462	+16,8 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	283	252	250	297	334	+12,5 %
Saint-Martin	2 583	2 551	2 617	2 366	2 560	+8,2 %
Saint-Barthélemy	151	117	127	108	96	-11,1 %
Total 4 DOM	161 223	157 022	146 758	136 582	150 163	+9,9 %
France	2 448 200	2 323 000	2 092 000	2 079 000	2 169 957	+4,4 %

(1) Les chiffres pour Mayotte sont donnés à titre indicatif en raison de la reprise des activités de la DTEFP par l'ANPE et de la refonte de la base de données de celle-ci.
ND : Non Disponible.

Source : DTEFP et ANPE (DEFM de catégorie 1 au 31 décembre)

Nombre moyen de foyers allocataires du RMI en fin d'année (1)

	2004	2005	2006	2007	2008	Variations 2008/2007
Guadeloupe	33 604	34 693	33 352	30 002	27 535	-8,2 %
Guyane	12 263	12 847	12 222	11 815	10 107	-14,5 %
Martinique	32 437	32 504	31 916	30 753	28 168	-8,4 %
Réunion	76 276	75 011	73 315	66 504	63 902	-3,9 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	24	23	24	31	28	-9,7 %
Saint-Martin	984	1 118	1 143	1 015	936	-7,8 %
Saint-Barthélemy	67	73	ND	39	25	-35,9 %
France	1 216 000	1 266 000	1 256 000	1 155 000	1 121 000	-2,94 %

(1) La collectivité de Mayotte n'est pas concernée par le RMI.
ND : Non Disponible.

Source : CNAF, Fichier FILEAS

LES PRIX

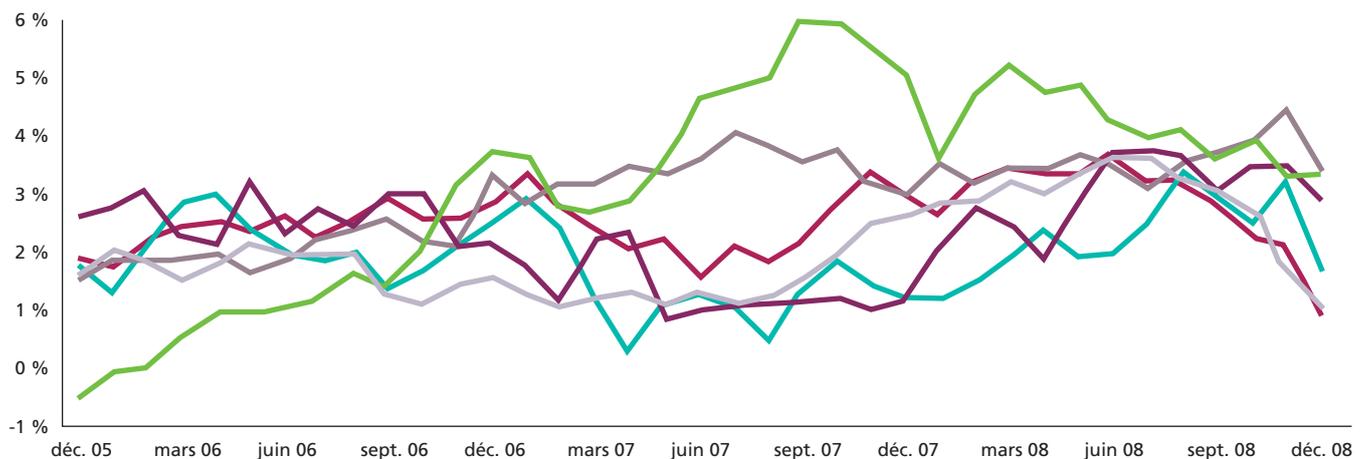
En décembre 2008, l'inflation sur l'ensemble des DOM excède celle de la métropole et le repli de fin d'année y est moins sensible. Ce phénomène est lié aux mécanismes ultramarins de prix administrés, notamment des prix pétroliers qui ont en général retardé l'effet de la baisse des prix des matières premières.

On observe des hausses de prix encore importantes en Guyane (+3,3 %), à La Réunion (+2,8 %), à Mayotte (+5,1 %) et à Saint-Pierre-et-Miquelon (+4 %). Cette hausse est modérée aux Antilles (+1,6 % à la Guadeloupe et +0,8 % à la Martinique) mais ces chiffres masquent une hausse des prix conséquente en début d'année suivie d'un ralentissement de l'inflation en fin d'année. Le taux d'inflation moyen¹ sur l'année 2008 à la Martinique et à la Guadeloupe s'élève à 2,8 % et 2,2 %.

D'une manière générale, l'évolution de l'inflation en 2008 est à mettre au compte de la hausse des prix des services et de l'alimentation. Dans le cas des DFA, l'inflation a été ralentie par la baisse des prix des carburants en décembre 2008 faisant suite aux mouvements sociaux initiés en Guyane au mois de novembre en vue d'obtenir la répercussion de la chute des cours du pétrole brut sur les prix à la pompe.

¹ Il s'agit de l'évolution entre l'indice des prix moyen en 2007 et l'indice des prix moyen en 2008.

Évolution de l'indice des prix y.c. tabac (glissement annuel : données mensuelles)



Martinique Guadeloupe Guyane Réunion Mayotte France

Source : INSEE

Taux d'inflation

	2004	2005	2006	2007	2008	Ensemble 2008 (hors produits frais et énergie)
Guadeloupe	2,9 %	1,8 %	2,5 %	1,2 %	1,6 %	2,8 %
Guyane	1,5 %	1,5 %	3,3 %	3,0 %	3,3 %	3,2 %
Martinique	2,8 %	1,9 %	2,8 %	2,9 %	0,8 %	2,1 %
Mayotte	3,5 %	-0,5 %	3,7 %	5,0 %	5,1 %	-
Réunion	2,7 %	2,6 %	2,2 %	1,2 %	2,8 %	3,1 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	4,0 %	8,1 %	1,8 %	2,8 %	4,0 %	-
France	2,1 %	1,5 %	1,5 %	2,6 %	1,0 %	1,8 % (1)

(1) Le chiffre donné correspond à l'indice des prix sous-jacent en métropole. Cet indice élimine l'impact des mesures fiscales et ne prend en compte ni les tarifs publics, ni les produits à prix volatils ou sensibles aux aléas climatiques. Cet indice n'est pas calculé dans les DOM en raison de la complexité du système fiscal.

Source : INSEE (variation de l'indice général des prix en glissement annuel au 31 décembre)

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'économie marchande dans les DCOM est principalement une activité de services, ce qui explique le faible niveau des exportations de biens. En 2008, tandis que les importations se sont accrues dans tous les départements, seule la Martinique a légèrement augmenté la valeur de ses exportations, grâce notamment à la reprise des expéditions de bananes¹. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations s'améliore légèrement à la Martinique, mais fléchit dans toutes les autres géographies. La dégradation de la balance commerciale est notamment forte en Guyane et, dans une moindre mesure, à La Réunion. La collectivité territoriale de Mayotte se caractérise, en 2008 comme les années précédentes, par des exportations extrêmement faibles en comparaison des importations. D'une manière générale, depuis plusieurs années, la compétitivité des DCOM s'est dégradée dans les filières dites traditionnelles (secteur primaire notamment). Cette baisse de compétitivité n'a pas été compensée par l'essor de nouvelles filières exportatrices.



Martinique, vue aérienne du Marin

¹ La filière banane avait été fortement perturbée au second semestre 2007 suite au passage du cyclone *Dean* aux Antilles.

en millions d'euros

	2004	2005	2006	2007	2008	Variations 2008/2007
Importations						
Guadeloupe	1 824,4	2 211,0	2 224,3	2 404,9	2 545,6	+5,9 %
Guyane	672,1	734,8	749,7	757,9	1 051,4	+17,6 %
Martinique	2 035,0	2 273,0	2 410,3	2 429,0	2 723,3	+9,4 %
Réunion	3 299,0	3 720,0	3 901,9	3 971,1	4 525,9	+12,6 %
Mayotte	202,8	218,6	253,1	336,7	374,1	+11,0 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	59,8	68,2	58,5	61,7	69,7	+15,2 %
Exportations (1)						
Guadeloupe	157,1	163,5	172,6	171,8	170,5	-0,8 %
Guyane	90,5	93,7	122,7	94,2	99,9	-14,5 %
Martinique	343,1	408,0	412,7	320,0	367,1	+9,2 %
Réunion	249,7	263,0	238,0	267,0	257,9	-4,8 %
Mayotte	3,9	5,2	5,9	6,6	4,6	-28,1 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	5,5	5,5	7,0	6,0	6,5	+2,4 %
Taux de couverture (%)						
Guadeloupe	8,6 %	7,4 %	7,8 %	7,1 %	6,7 %	-0,4 pt
Guyane	13,5 %	12,8 %	16,4 %	12,4 %	9,5 %	-2,9 pt
Martinique	16,9 %	17,9 %	17,1 %	13,2 %	13,5 %	+0,3 pt
Réunion	7,6 %	7,1 %	6,1 %	6,7 %	5,7 %	-1 pt
Mayotte	1,9 %	2,4 %	2,3 %	2,0 %	1,2 %	-0,8 pt
Saint-Pierre-et-Miquelon	9,2 %	8,1 %	12,0 %	9,7 %	9,3 %	-1,2 pt

(1) Ces statistiques ne tiennent pas compte des dépenses des touristes.

Source : Service des Douanes

LA DEMANDE INTÉRIEURE

Les investissements des ménages et des entreprises

Après une année 2007 durant laquelle l'investissement avait été le moteur principal de l'économie dans la plupart des géographies, les entreprises réunionnaises et antillaises ont adopté en 2008 un comportement attentiste, notamment en raison des incertitudes qui pesaient sur l'évolution de la commande publique et sur les dispositions prévues dans le cadre du projet de loi pour le développement économique des outre-mer (LODEOM). La crise économique mondiale a sans doute également eu un effet psychologique sur les comportements des agents économiques. L'investissement reste cependant dynamique à Saint-Pierre-et-Miquelon mais surtout en Guyane grâce aux anticipations favorables quant à l'évolution de la commande publique. L'investissement des entreprises montre de nets signes d'essoufflement à Mayotte en fin d'année.



Variations 2008/2007

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	Réunion	Saint-Pierre-et-Miquelon
Importations de biens d'équipement (en valeur)	-1,1 %	+30,9 %	-5,3 %	+12 %	+7,1 %	ND
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs	+2 %	ND	-1 %	+3,1 % (1)	-14,5 %	+49,4 %
Crédit à l'habitat	+9,9 %	+19,2 %	+9,1 %	+22,3 %	+7,6 %	+4,0 %

(1) Variation du nombre de véhicules utilitaires vendus (source SOREFI).

Sources : Douanes, Préfecture

La consommation des ménages

La consommation des ménages est dynamique en début d'année mais montre de nets signes d'essoufflement au second semestre dans l'ensemble des géographies.

Variations 2008/2007

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	Réunion	Saint-Pierre-et-Miquelon
Immatriculations de véhicules de tourisme neufs	-7,6 %	ND	-6,7 %	+2,4 % (1)	-2,8 %	0 %
Importations de produits des industries agricoles et alimentaires (en valeur)	+1,2 %	+2,0 %	+4,5 %	+12 %	-1 %	+7,49 %
Importations de biens de consommation (en valeur)	-3,9 %	+6,8 %	+2,1 %	ND	+3,5 %	ND
Crédits à la consommation	+4,1 %	+1,1 %	+3,8 %	+20,4 %	+0,8 %	+15,4 %

(1) Variation du nombre de véhicules de tourisme vendus (source SOREFI).

LES TENDANCES SECTORIELLES DE CHAQUE COLLECTIVITÉ D'OUTRE-MER

Les analyses des situations spécifiques de chaque zone sont détaillées dans les rapports annuels monographiques des agences de l'IEDOM. Ne sont présentées ici que les grandes tendances sectorielles de chaque département ou collectivité.

Au niveau sectoriel, le BTP, moteur traditionnel des économies ultramarines, a souffert des incertitudes liées à la commande

publique et au projet de loi pour le développement économique des outre-mer (LODEOM). De manière générale, la conjoncture dans les secteurs de l'industrie et des services est restée plutôt favorable en début d'année puis s'est dégradée nettement. Les activités traditionnelles – banane, sucre, rhum et pêche –, fortement perturbées en 2007 par les intempéries (cyclones *Gamède* à la Réunion et *Dean* aux Antilles), se sont légèrement redressées. Enfin, le bilan touristique est contrasté selon les départements : le secteur semble reparti à La Réunion, avec une bonne saison 2008, tandis que les résultats sont restés décevants aux Antilles. Les indicateurs disponibles sont en revanche encourageants à Mayotte, où le tourisme reste toutefois embryonnaire.

Guadeloupe

À la Guadeloupe, l'activité du secteur de la construction s'est tassée tout au long de l'année en raison notamment des délais de démarrage des nouveaux chantiers (rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre en particulier). L'année 2008 a en outre été marquée par la flambée des cours mondiaux des matières premières au premier semestre ainsi que par la grève des transporteurs de granulats qui a engendré des perturbations dans l'activité du BTP. La consommation de ciment a ainsi chuté de 9,3 % entre 2007 et 2008.

Les résultats de l'agro-industrie sont pour leur part contrastés : les exportations de rhum agricole et industriel augmentent respectivement de 29,6 % et de 7,5 % tandis que les exportations de bananes retrouvent leur niveau de 2006. En revanche, la production de sucre chute de 21,5 % sur un an.

Le secteur des services témoigne d'une baisse d'activité en fin d'année après trois trimestres favorables, tandis que le tourisme est en berne, la clientèle métropolitaine privilégiant la zone dollar en raison du cours de change plus favorable.

	2004	2005	2006	2007	2008	Variations 2008/2007
Production de sucre (t)	74 000	72 800	73 700	80 800	63 500	-21,5 %
Production de rhum (hap)	55 531	58 831	57 447	74 898	74 689	-
Exportation de bananes (t)	66 919	50 430	44 521	37 911	44 570	+17,6 %
Consommation de ciment (t)	263 152	266 121	277 860	288 376	261 639	-9,3 %
Nombre de touristes (hors croisiéristes) (1)	620 000	514 000 (2)	607 000	407 944	ND	-

(1) Années 2004 à 2006 : Iles du Nord comprises.

(2) Hors touristes provenant des marchés américains (USA et Canada) et caribéens.

ND : Non Disponible.

Sources : Syndicat des producteurs exportateurs de sucre et de rhum, Douanes, DDCCRF, Ciment Antillais, Comité des îles de Guadeloupe, INSEE

Guadeloupe, Port Louis - mangroves





Guyane, inondations des berges du Maroni

© SIAGE

Guyane

En Guyane, le BTP reste dynamique, sous l'impulsion de la commande publique (Pôle Universitaire Guyanais, Chantier Soyouz, lycées) et de l'investissement immobilier des ménages. Les ventes de ciment sont notamment en hausse de 12,4 % par rapport à 2007.

Le secteur de l'industrie, favorablement orienté durant les neuf premiers mois de l'année, a vu son activité perturbée au quatrième trimestre par le conflit des carburants, engendrant ainsi un net ralentissement de l'activité qui a aussi touché certains services marchands.

Le secteur spatial enregistre une activité dynamique, équivalente à celle de 2007 avec six lancements d'Ariane V.

S'agissant des secteurs traditionnels, l'activité aurifère reste déprimée mais sans aggravation, malgré la hausse rapide du cours de l'or (baisse de 28,2 % des exportations en valeur et de 47,8 % en volume). Le secteur primaire et les industries agro-alimentaires se sont stabilisés après 18 mois de dégradation. La filière bois poursuit son rebond d'activité.

L'activité touristique, pourtant dynamique durant les neuf premiers mois de l'année, s'est effondrée au dernier trimestre ; l'ouverture à la concurrence dans le secteur aérien pourrait inverser cette tendance en 2009.

	2004	2005	2006	2007	2008	Variations 2008/2007
Production de riz (t)	25 529	17 774	15 073	8 671	9 704	+11,9 %
Pêche crevette (t)	3 364	2 964	2 239	2 362	1 531	-35,2 %
Production totale d'or (kg)	2 759	2 551	3 079	2 425	1 504	-38 %
Nombre de tirs d'Ariane	3	5	5	6	6	0 %
Vente de ciment (t)	72 756	60 091	72 905	86 730	97 461	+12,4 %

Sources : Direction de l'agriculture et de la forêt, Douanes, Direction départementale des affaires maritimes, Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, Arianespace, Ciments guyanais

Martinique

À la Martinique, quelques signes encourageants apparaissent dans le secteur primaire, au sortir d'une année de transition après le cyclone *Dean*, mais les résultats dans la filière banane ne rattrapent pas le niveau de 2006 et ceux de la filière canne-sucre-rhum sont en baisse par rapport à l'année précédente. Des signes de fragilisation apparaissent dans l'industrie agro-alimentaire, en baisse pour la première fois depuis 2004.

Le secteur de la construction est morose, à l'exception du second œuvre. L'activité est touchée par les préoccupations

liées aux dispositions inscrites dans la LODEOM : les professionnels s'interrogent notamment sur la capacité du dispositif favorisant le logement social à compenser leur perte d'activité et se plaignent d'un manque de visibilité.

Enfin, le secteur du tourisme reste peu vigoureux (-1,9 % du nombre de passagers à l'aéroport en 2008) excepté dans le sous-secteur de la croisière.

	2004	2005	2006	2007	2008	Variations 2008/2007
Production de sucre (t)	4 100	4 400	4 000	5 800	4 700	-19 %
Production de rhum (hap)	66 800	67 200	62 500	79 400	74 500	-6,2 %
Exportation de bananes (t)	273 600	228 400	216 800	134 000	147 100	+9,8 %
Production de ciment (t)	224 100	234 200	259 200	264 900	263 700	-0,5 %
Nombre de touristes (hors croisiéristes et plaisanciers)	470 890	484 127	503 474	501 491	479 933	-4,3 %

Sources : CTCS, Douanes, DRCCRF, Ciment Antillais, Comité Martiniquais du Tourisme

La Réunion

À La Réunion, l'ensemble des secteurs, à l'exception de l'agriculture et du tourisme, sont touchés par le ralentissement économique de la fin de l'année 2008 malgré un début d'année plutôt favorable.

S'agissant du BTP, directement impacté par les incertitudes pesant sur la LODEOM et sur l'évolution de la commande publique (qui devrait chuter de 40 % en 2009 en raison de la fin des certains grands chantiers d'aménagement du territoire), le volume de logements construits en 2008 est au niveau le plus bas des cinq dernières années et les ventes de ciment sont en diminution de 5,9 % par rapport à 2007.

Tandis que l'industrie manufacturière et le secteur des services marchands souffrent de la conjoncture défavorable, la saison touristique 2008 affiche des résultats satisfaisants, en hausse par rapport à 2007 et aux résultats atteints lors des saisons touristiques précédant l'épidémie de Chikungunya. En 2008, le nombre total de passagers aux aéroports de Pierrefonds et de Gillot est en hausse de 4,2 % par rapport à 2007. En décembre 2008, les taux d'occupation des hôtels, des gîtes ruraux et des gîtes de montagne sont en hausses respectives de 4,8 points, 7,7 points et 6 points sur 12 mois.



Réunion, le port de commerce

Enfin, le secteur primaire témoigne aussi d'un certain dynamisme. Si la production de viandes est en recul en 2008, la pêche affiche d'excellents résultats avec une hausse de 83 % des exportations. Après une campagne sucrière 2007-2008 difficile, les volumes de cannes manipulées et la production de sucre brut sont en hausse de 12,6 % et 22,6 % en volume.

	2004	2005	2006	2007	2008	Variations 2008/2007
Production de sucre (milliers de t)	220	202	205	158	194	+22,6 %
Production de rhum (hap)	86 130	78 929	92 263	110 109	119 032	+8,1 %
Pêche (tonnes exportées)	4 110	3 939	3 628	566	1 035	+82,9 %
Vente de ciment (t)	475 708	517 774	569 471	620 315	583 454	-5,9 %
Nombre de touristes (hors croisiéristes et plaisanciers)	430 000	409 000	278 800	380 500	ND	-

ND : Non Disponible.

Sources : Centre Technique Interprofessionnel de la Canne à Sucre, Douanes, CER-BTP, INSEE (enquêtes annuelles), Comité du tourisme de la Réunion ; DDE

Martinique, la Montagne Pelée





© B. Ratafika

Mayotte, pirogue

Mayotte

À Mayotte, la situation dans le secteur primaire reste délicate et s'est encore aggravée en fin d'année. En 2008, environ 7 tonnes d'essence d'ylang-ylang ont été exportées contre 8 en 2007, pour une valeur en augmentation de 3,3 % en raison de la hausse des cours; sur la même période, les exportations de poissons d'élevage ont chuté de 25 % en volume et de 9 % en valeur.

Le secteur du BTP, bien que vigoureux au premier semestre,

témoigne d'un ralentissement en fin d'année: les carnets de commandes se désemploient sans se renouveler au rythme habituel.

Enfin, si les secteurs de l'industrie et du commerce souffrent aussi du ralentissement économique du deuxième semestre, le tourisme conserve son dynamisme, avec une fréquentation de l'aéroport de Dzaoudzi en hausse de 7,5 % en cumul annuel.

	2004	2005	2006	2007	2008	Variations 2008/2007
Exportation d'ylang-ylang (t)	5,5	7,7	7,8	8,0	6,6	-17,5 %
Exportation de produits d'aquaculture frais et entiers (t)	123,6	130,1	118	119,6	95,2	-20,5 %
Importations de ciment (t)	71 997	78 901	84 272	86 475	196 246	+127 %
Nombre de touristes (estimations)	32 000	39 000	32 000	40 670	ND	-

Sources : Douanes, Comité départemental du tourisme de Mayotte (estimations), Conseil Général

Saint-Pierre-et-Miquelon

À Saint-Pierre et Miquelon, les résultats de la pêche sont en baisse en 2008, après une année 2007 favorable. Les captures de la pêche artisanale et industrielle diminuent respectivement

de 18 % et de 16,4 %. La fréquentation de l'archipel est quant à elle en hausse, avec des augmentations de 4,9 % et de 26,2 % des trafics aérien et maritime.

	2004	2005	2006	2007	2008	Variations 2008/2007
Pêche artisanale (t) (1)	1 459	1 641	1 332	1 693	1 388	-18 %
Pêche industrielle (t) (1)	1 862	1 738	1 844	1 925	1 610	-16,4 %
Importations de ciment (t)	1 693	1 926	1 290	1 760	ND	-
Trafic aérien (2)	13 241	12 501	11 831	11 963	12 554	+4,9 %
Trafic maritime (2)	13 475	14 799	13 552	12 834	16 192	+26,2 %

(1) La campagne de l'année n débute en avril de l'année n et se termine en mars de l'année n+1.

(2) Nombre de passagers entrés dans l'archipel.

Sources : Affaires maritimes, Douanes, Police Aux Frontières

Saint-Pierre-et-Miquelon, Doris



© B. Ratafika

Saint-Martin, gare maritime du Marigot



© Th. de Cubematis

Saint-Martin

Le tourisme est le secteur clef de l'économie saint-martinoise. L'île accueille principalement des croisiéristes nord-américains, dont le point d'entrée est généralement le port de Philipsburg (partie néerlandaise) ; le port de Galisbay, dans la partie française, qui ne peut accueillir de paquebots à fort tirant d'eau, s'est orienté vers une clientèle haut de gamme voyageant sur des navires de plus petite taille. Le nombre de croisiéristes a baissé, malgré une augmentation de 7,6 % des arrivées à Galisbay. Dans la partie française de l'île, le taux d'occupation des hôtels s'est

maintenu à un niveau relativement élevé, malgré une baisse de 3,9 points en 2008. La capacité hôtelière¹ s'est améliorée en 2008, mais reste en retrait de 40,3 % par rapport à 1996².

¹ Environ un tiers des hôtels de la partie française est classé 4 étoiles au moins et plus de la moitié est classée 3 étoiles.

² Stimulé par les possibilités de financement en défiscalisation, le nombre de chambres d'hôtel avait fortement augmenté dans les années 90, en passant de 500 en 1986 à 3170 en 1996.

	2004	2005	2006	2007	2008	Variations 2008/2007
Trafic aérien	163 404	170 573	175 119	186 236	188 227	+1,1 %
Trafic aérien (1)	638 435	638 434	642 923	655 643	663 637	+1,2 %
Nombre de croisiéristes	11 139	8 144	8 843	8 500	9 146	+7,6 %
Nombre de croisiéristes (1)	1 359 589	1 496 605	1 430 488	1 430 406	1 354 958	-5,3 %
Nombre de chambres d'hôtel	2 571	2 035	1 636	1 663	1 893	+13,8 %
Coefficient d'occupation des chambres	55,8 %	52,9 %	60,1 %	60,1 %	56,2 %	-3,9 pt

(1) Partie néerlandaise incluse.

ND : Non Disponible.

Sources : Office du tourisme de Saint-Martin, Aéroports Grand-Case et Princess Juliana, Régie municipale du port, Association des Hôteliers de Saint-Martin (AHSM)

NB : sauf mention contraire, les données concernent uniquement la partie française de l'île de Saint-Martin.

Saint-Barthélemy

Après un développement rapide du secteur de la **construction** sur l'île de Saint-Barthélemy dans les années 2000, les importations de ciment ont chuté de 8,5 % en 2008. Les volumes de ciment importés restent toutefois supérieurs à ceux de 2006.

L'activité **touristique** est concentrée sur le segment du luxe. Environ la moitié des hôtels sont homologués 4 étoiles ou équivalent. Les indicateurs relatifs au tourisme à Saint-Barthélemy indiquent un ralentissement de l'activité en 2008 par rapport à l'année précédente, directement lié à la conjoncture économique des États-Unis.



Saint-Barthélemy, les Salines

© Th. de Gubernatis

	2004	2005	2006	2007	2008	Variations 2008/2007
Importations de ciment (t)	10 954	12 483	13 144	15 927	14 567	-8,5 %
Trafic aérien	161 329	159 094	174 620	180 413	164 282	-8,9 %
Nombre de croisiéristes	56 300	54 693	45 636	45 039	42 477	-5,7 %
Nombre de passagers sur yachts	33 072	32 631	35 966	39 364	34 564	-12,2 %
Nombre de passagers sur ferries	60 036	67 821	64 967	61 817	59 100	-4,4 %
Nombre d'hôtels	35	34	31	29	26	-10,3 %
Nombre de chambres d'hôtel	585	591	623	499	ND	-

ND : Non Disponible.

Sources : Régie du droit de quai, Port de Gustavia, Office municipal du Tourisme de Saint-Barthélemy